

*Questions orales*

[Traduction]

**L'IMMIGRATION**

**Mme Val Meredith (Surrey—White Rock—South Langley, Réf.):** Monsieur le Président, ce matin, la Cour suprême du Canada a déclaré que la crainte d'être stérilisé de force s'il retournait dans sa Chine natale n'était pas un motif suffisant pour justifier la demande de statut de réfugié de M. Kwong Hung Chan.

• (1455)

À la lumière de la décision rendue par la Cour suprême du Canada, le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration estime-t-il que cette décision établit un précédent et que la politique chinoise consistant à limiter les enfants à un par famille ne justifie pas l'obtention du statut de réfugié au Canada?

**L'hon. Sergio Marchi (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question. J'ai appris moi aussi que la Cour suprême avait rendu sa décision dans cette affaire.

Il s'agissait d'une cause très importante et le tribunal a délibéré pendant assez longtemps. Avant de commenter la décision, je crois qu'il convient de l'examiner et de formuler une position en conséquence. Il serait déplacé de se lancer dans les spéculations avant d'avoir lu, évalué et analysé cette décision dans un contexte plus large.

**Mme Val Meredith (Surrey—White Rock—South Langley, Réf.):** Monsieur le Président, je suis un peu inquiète de voir que le ministre ne prend pas la décision de la Cour suprême du Canada avec le même sérieux que les juges ont mis à la formuler.

Je demande au ministre s'il a l'intention d'amorcer la procédure d'expulsion contre M. Chan et d'autres revendicateurs du statut de réfugié qui invoquent la politique nataliste de la Chine pour étayer leur demande.

**L'hon. Sergio Marchi (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Lib.):** Monsieur le Président, je prends toutes les décisions de tous les tribunaux très au sérieux. C'est pourquoi j'ai dit à la députée que nous devons faire preuve de circonspection et ne pas spéculer sur les motifs des juges avant d'avoir eu la possibilité de lire la décision en entier.

Pour ce qui est de la demande de M. Chan, si son appel a été rejeté, qu'il a épuisé tous les recours et qu'il n'y a pas de revendication pour des raisons humanitaires, il sera évidemment expulsé. Comme la députée le sait, les demandes de statut de réfugié sont évaluées au cas par cas.

[Français]

**LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

**M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester, Lib.):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires étrangères.

Le Secrétaire d'État américain a fait une déclaration sur l'importance que les États-Unis accordent à leurs relations privilégiées avec le Canada. Que doit-on comprendre des propos de M. Christopher, lorsqu'il déclare, et je le cite: «... que nous ne devrions pas prendre pour acquis qu'un type différent d'organisation pourrait avoir exactement le même genre de liens.»

**L'hon. André Ouellet (ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, les propos du Secrétaire d'État américain démontrent clairement que les rapports très fructueux et très étroits qui existent entre nos deux pays sont importants pour les États-Unis. L'arrivée d'un troisième partenaire dans le portrait pourrait considérablement compliquer les choses. Le mariage à trois n'est pas évident et n'est certainement pas souhaité par les États-Unis, si je comprends bien les propos du Secrétaire d'État américain.

\* \* \*

[Traduction]

**LA DÉFENSE NATIONALE**

**Mme Elsie Wayne (Saint John, PC):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale.

Le ministère a été saisi d'une proposition qui vise à modifier le système de soumissions utilisé à l'égard des compagnies de déménagement qui transportent les biens des employés de la Défense nationale. Le ministre peut-il donner l'assurance à la Chambre que le ministère n'adoptera pas un système qui permettrait à un seul soumissionnaire de tout rafler, puisqu'une telle mesure aurait pour effet de créer un monopole, de détruire une industrie de plus de 800 compagnies au Canada et de laisser des milliers de travailleurs sans emploi?

**M. Fred Mifflin (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants, Lib.):** Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question. Ma collègue sait que cette question est débattue à la Chambre depuis déjà deux ans. La question est encore à l'étude et les discussions se poursuivent.

Le ministère a rencontré des représentants du Bureau de la concurrence et tous les principaux intéressés. Je tiens à l'informer qu'une décision sera prise très prochainement.

\* \* \*

**LES TRAVAUX PUBLICS**

**M. Vic Althouse (Mackenzie, NPD):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Travaux publics. Pendant